

Canada-wide environmental standards: Ontario's role

Ontario is working with the federal government and other provinces on the development and implementation of Canada-wide standards for certain pollutants that threaten environmental and human health.

The federal, territorial and provincial governments (with the exception of Quebec) have been working within the Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) on the development of Canada-wide standards for dealing with pollutants that pose environmental and health risks to Canadians. The intent is to achieve a balanced and harmonized approach to the setting of standards for environmental quality.

In 1998, ministers representing these governments signed the Canada-wide Accord on Environmental Harmonization. This agreement provides a framework within which Ontario can cooperate with other jurisdictions on key issues of environmental and health protection that require a nationwide approach. The accord also provides the partner governments with the flexibility they need to deal effectively with environmental issues in ways that match their own situations.

In November 1999, the ministers agreed on draft Canada-wide standards (CWS) for four major pollutants: particulate matter, ground-level ozone, benzene and mercury.

Ontario has consulted the public and interested organizations on these proposed standards through the Environmental Bill of Rights Registry. Most comments focused on the particulate matter and ozone proposals. The draft particulate, ozone, benzene and mercury standards were signed at a June 2000 Ministers' meeting in Quebec City. In addition, the Ministers accepted for review, draft standards for mercury products, petroleum hydrocarbons in soil and dioxin and furan emissions.

Benefits to Ontario

Ontario benefits in many ways from its partnership in the development of these standards. The environmental and health issues that the standards address are all high on the province's priority list. Another advantage of a Canada-wide approach to standards-setting is that it avoids a situation in which a province or territory with less stringent standards would have a competitive advantage in attracting investment or in selling products. The standards also make it easier for Canada to negotiate effectively with the U.S. on issues of transboundary pollution, a significant problem for Ontario. Finally, partnering allows all jurisdictions to share expertise and resources. This is particularly beneficial to smaller provinces that may not have the information and resources to develop these standards on their own.

Current action

Currently Ontario is working with the other provinces on implementation of the first set of standards, and will be consulting the public and interested organizations on a second set. In addition, the governments are continuing to develop new standards for some sources of dioxins, for further reductions in benzene emissions, and mercury emissions from coal-fired power plants. The standard-setting process includes a government committee which reports to the ministers and consults with the public and other stakeholders. Participation in this process by Ontario stakeholders has been particularly high.

For more information, contact:

Ministry of the Environment
Public Information Centre
(416) 325-4000 or
toll-free 1-800-565-4923
Internet: <http://www.ene.gov.on.ca>

Les standards pancanadiens relatifs à l'environnement : le rôle de l'Ontario

L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral et les autres provinces à l'élaboration et à la mise en oeuvre de standards pancanadiens relatifs à certains polluants menaçant l'environnement et la santé publique.

Les gouvernements fédéral, provincial et territoriaux (à l'exception du Québec) ont élaboré dans le cadre des travaux du Conseil canadien des ministres de l'environnement des standards pancanadiens destinés à lutter contre les polluants qui posent un danger à l'environnement et à la santé des Canadiens et Canadiennes. L'intention est d'élaborer des normes relatives à la qualité de l'environnement au moyen d'une méthode équilibrée et harmonisée.

En 1998, les ministres représentant ces gouvernements ont ratifié l'Accord pancanadien sur l'harmonisation environnementale. Cet accord fournit un cadre de travail qui permet à l'Ontario de collaborer avec les autres territoires de compétence à la résolution de problèmes de protection de l'environnement et de la santé qui nécessitent une approche nationale. L'accord procure également aux gouvernements partenaires cette souplesse d'action nécessaire à la mise en oeuvre de mesures environnementales adaptées à leur propre situation.

En novembre 1999, les ministres ont convenu de standards pancanadiens provisoires relatifs à quatre polluants principaux : les particules, l'ozone au sol, le benzène et le mercure.

C'est par le biais du registre de la Charte ontarienne des droits environnementaux que l'Ontario a consulté le public et d'autres intervenants s'intéressant aux standards proposés. Les commentaires touchaient surtout les propositions sur les particules et l'ozone au sol. Les standards provisoires touchant les particules, l'ozone au sol, le benzène et le mercure ont été ratifiés à la réunion des ministres à Québec en juin 2000. Par ailleurs, les ministres ont accepté d'examiner des standards provisoires touchant les produits au mercure, les hydrocarbures pétroliers dans les sols, et les rejets de dioxine et de furan.

Les avantages pour l'Ontario

L'Ontario profite de biens des façons de son partenariat dans l'élaboration de ces standards. En effet, les diverses questions liées à l'environnement et à la santé, prises en ligne de compte dans les

standards, occupent une place dominante sur la liste des priorités de la province. Cette approche pancanadienne à l'établissement de standards comporte un autre avantage, en ce sens qu'elle élimine toute situation voulant qu'une province ou un territoire qui observe des standards moins stricts puisse jouir d'un avantage concurrentiel et attirer les investissements ou favoriser la vente de produits. Mais encore, l'établissement de standards place le Canada dans une position de négociation efficace avec les États-Unis relativement aux questions de pollution transfrontalière, un problème de première importance pour l'Ontario. Enfin, ce partenariat facilite le partage des connaissances spécialisées et des ressources entre tous les territoires de compétence. C'est là une conséquence particulièrement heureuse dans le cas des provinces plus petites qui n'ont pas toujours l'information et les ressources nécessaires pour élaborer seules ces standards.

Mesures actuelles

L'Ontario collabore actuellement avec les autres provinces à la mise en oeuvre de la première série de standards. Une deuxième série fera l'objet de consultations auprès du public et d'autres intervenants. De plus, les gouvernements élaborent d'autres standards sur certaines sources de dioxines, sur les émissions de benzène et sur les rejets de mercure provenant des centrales électriques alimentées au charbon. Le processus d'établissement des standards s'articule autour d'un comité gouvernemental chargé de rendre compte aux ministres, et de consulter le public ainsi que d'autres intervenants. En Ontario, ce processus a connu une forte participation des diverses parties intéressées et autres intervenants.

Renseignements :

Ministère de l'Environnement
Centre d'information
(416) 325-4000 ou
1-800-565-4923 (sans frais)
www.ene.gov.on.ca

